

LES PRESTATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI ET LA PCU ONT LAISSÉ TROP DE FEMMES DE CÔTÉ - Plus de 3600 individus et organisations réclament dès maintenant un revenu garanti

En décembre 2019, 68% des femmes au chômage ne recevaient pas de prestations d'assurance-emploi. La PCU continue d'exclure trop de femmes, y compris celles qui avaient déjà un revenu trop peu élevé avant que la pandémie ne frappe.

- pour diffusion immédiate -

(OTTAWA, 15 septembre 2020) Lors du lancement de la Semaine Internationale du revenu garanti, plus de 3600 individus et organisations partout au pays, notamment la Fondation Canadienne des Femmes, le Fonds d'action d'éducation juridiques pour les femmes et le Women's College Hospital, ont signé une Déclaration nationale sur le revenu garanti: Une bonne mesure pour les femmes.

La Sénatrice Kim Pate, l'une des quatre sénateurs en exercice qui a appuyé la déclaration dit que : «Pour les femmes au Canada, un revenu vital garanti signifierait un choix: être en mesure de quitter une situation de violence sans devenir sans-abri; pouvoir prendre le temps de chercher un emploi convenable ou de poursuivre ses études, de lancer une nouvelle entreprise, de s'occuper de ses proches ou de contribuer à la communauté, de manière à enrichir la société dans son ensemble.»

Élaborée par un groupe de dirigeantes d'organisations de femmes à travers le pays, la déclaration est adressée au Premier ministre, à la Vice Première ministre Chrystia Freeland et aux ministres Monsef, Qualtrough, Duclos, et Tassi et appelle à la mise en place d'un revenu national garanti. La pandémie a clairement mis en évidence la vulnérabilité des femmes en période de crise sanitaire et économique.

La pandémie a clairement mis en évidence la vulnérabilité des femmes en période de crise sanitaire et économique, et particulièrement pour celles qui en plus de ces inégalités doivent aussi composer avec d'autres systèmes d'oppression. La déclaration note que «COVID-19 a intensifié de nombreux problèmes systémiques affectant les femmes. Le taux de violence domestique a augmenté dans tout le pays. Le travail de soins non rémunéré a grimpé en flèche... Le moment est venu pour le Canada de passer à une méthode de sécurité du revenu qui est à la fois garantie et accessible à tous ceux qui en ont besoin ».

La déclaration nationale affirme que «le moment est venu pour le Canada de passer à une méthode de sécurité du revenu à la fois garantie et accessible à tous ceux qui en ont besoin.»

Un revenu garanti est un paiement régulier effectué par le biais du régime fiscal aux particuliers, afin que chacun puisse subvenir à ses besoins, participer de manière significative à la société et vivre dans la dignité - sans égard à l'emploi, au handicap, à la race, à l'identité autochtone, au sexe, à l'identité de genre ou statut parental ou matrimonial.

Tracy Smith-Carrier, professeure au King's University College à la Western University, ajoute qu' «avec un revenu adéquat, les femmes auraient plus de choix, de contrôle et d'accès aux ressources fondamentales. Un logement convenable, des quartiers sûrs et une santé et un bien-être améliorés font partie des nombreuses implications liés à l'octroi d'un revenu de base aux femmes et à leurs familles.»

Nous exhortons le gouvernement du Canada à passer le plus rapidement possible des avantages temporaires comme les prestations d'assurance-emploi et la nouvelle Prestation Canadienne d'Urgence à

un revenu garanti permanent dans le cadre de l'engagement de ce gouvernement en faveur de l'égalité des sexes et des politiques publiques féministes. De cette façon, tout le monde au Canada peut espérer un avenir où il pourra participer pleinement à la reconstruction d'une société plus saine et plus prospère.

-30-

Pour plus d'informations, veuillez contacter Tracy Smith-Carrier (t.smithcarrier@gmail.com) Chloe Halpenny (cshalpenny@gmail.com/613-799-3638) ou Josephine Grey (jogreylift@gmail.com/416-827-7119).

Le Plaidoyer faveur du revenu garanti pour les femmes fait partie de la série de plaidoyers pour le revenu garanti développé et dirigé par le Réseau ontarien pour le revenu garanti, en partenariat le Réseau canadien pour le revenu garanti et Coalition Canada.

